

Triple peine
Françoise Rudetzki
Calmann-lévy, 2004

Patrick Lagadec
Mars 2004

Avertissement □

La question des victimes, notamment d'attentats, ne s'inscrit plus, aujourd'hui, dans un désert – et même dans un désert hostile – comme ce fut le cas pendant des décennies. De grandes entreprises se sont mieux ouvertes à ces questions, des initiatives publiques sont venues. Mais il faut savoir se mettre à l'écoute des difficultés très lourdes rencontrées dans ce combat – qui est loin d'être terminé. Le livre de Françoise Rudetzki, *Triple peine*, nous y invite. Sans concession.

Je viens de faire le voyage au cœur de la peine aux trois visages. En proie à la rage, la tristesse, la consternation, le vertige. Mais traversé aussi par le message de force et de dignité qui court tout au long du livre. Au-delà de l'horreur terroriste, au-delà de la désertion terrorisée et terrorisante des institutions, se dresse à chaque instant, à chaque page, le refus déterminé de la capitulation, l'action positive acharnée et constamment remise sur le métier, la solidarité encore et toujours afin que la honte et l'abandon ne soient pas le seul horizon des victimes du terrorisme.

Impossible de lire le livre comme on le ferait d'un simple essai de circonstance. Ici, c'est un combat, de chair et de sang, de volonté et d'honneur, qui se mène sans qu'un pouce de terrain ne soit laissé à la désertion ou à l'arrangement fuyant. Le choc est d'abord personnel. Chacun a ici rendez-vous avec ses propres défis, ses combats, ses promesses. Françoise nous renvoie à nos pactes de vie, aux sursauts à déclencher sans relâche si l'on ne veut pas laisser le champ libre à défection mortifère, à l'inhumain qui tapisse si bien dans les ornières du quotidien, à l'inacceptable toujours prêt à gangrener le collectif.

Mais soulignons-le d'emblée □ de ces pages, bien au-delà de l'horreur, émerge aussi et finalement – une fois traversé les mille et un méandres du combat pour la dignité – une étrange et impressionnante sérénité. Des fils brisés sont retissés, le projet de vie semble triompher du pire, même si les blessures sont là et toujours vivaces. Une sérénité lucide, profonde, qui permet de renouer avec ce que l'Humanité a de sublime et d'unique □ la volonté de vie, le projet du vivre ensemble.

Attention cependant, ne nous payons pas de mots, n'allons pas trop vite à ce point d'apaisement infiniment sublime – donc dans des peines incommensurables. Ce serait trahir la marche. La nouvelle alliance avec l'humain se trouve et s'éprouve à travers les douleurs de Sisyphe, et le retour au combat sans cesse réitéré. Reprenons donc avec attention ces mille et un combats, à travers lesquels s'écrit la vérité du parcours.

Bureaucraties □ de la tétanisation à la capitulation, tranchante ou rampante

Au fil des pages, on se prend à se dire et redire □ mais pourquoi □ Pourquoi, en toute occasion ou presque, cette stupéfiante difficulté à convaincre □ Pourquoi ces fuites misérables □ et indignes ?

Françoise Rudetzki demande aux bureaucraties de considérer un problème qui n'entre pas dans leur cadre habituel. Cela suffit à déclencher chez ces mastodontes des réactions de rejet instantané. Sur le mode «*Tout mais pas ça*». Si on leur demandait d'acheter des millions de pelles modèle 1914-1918 pour creuser une triple rangée de tranchées entre Genève et Dunkerque, elles auraient moins de difficultés. Les organisations sont terrorisées par l'inhabituel. Elles sont faites pour classer les dossiers, par pour en ouvrir de nouveaux. Pour cela, sauf miracle, il faut d'abord de grands fiascos collectifs. Alors, la difficulté d'ouvrir une nouvelle case devient moins lourde que d'affirmer qu'il n'y a «*Aucun problème*» simple illusion, simple anecdote, c'est réglé, tout est sous contrôle, etc. Le terrorisme «*n'y a pas de formulaire, voyez le bureau d'à-côté*».

*«*A cette époque, le terrorisme n'était pas la préoccupation des autorités françaises. Le laxisme était la seule politique connue du gouvernement, et cela durerait pendant de nombreuses années.*» (p.161)*

*«*Cette fois, l'actualité, malheureusement, allait se charger d'accélérer le mouvement, de bousculer tous ces cabinets ministériels qui étudiaient sans fin l'absence de solutions.*» (p. 98)*

Davantage. Françoise Rudetzki demande aux institutions de s'affronter à un problème-limite. la déstructuration de l'idée même du vivre ensemble. C'est le projet du terrorisme, pacte avec la mort, l'in-humain, le non-projet collectif. Or, il est ici une logique constante. la notion même de situation-limite anéantit les organisations. Leur premier acte identitaire consiste en effet à tracer un cercle de protection. au-dedans, le normal. à l'extérieur, l'insoutenable. Les remettre devant des questions venant de cet extérieur, nié, refoulé, refusé, déclenche chez elles des réactions de rejet instantanées et d'une férocité à la mesure de leur terreur. Malheur à qui veut rentrer par la fenêtre quand les portes ont été solidement barrées. Ce seront le silence, la fuite, l'évitement, et si l'on insiste l'exclusion violente. Avec en sus des lettres d'insultes (p. 108).

*«*Avec nos béquilles, nos chaises roulantes, nos brûlures, nos amputations et tout ce qui ne se voyait pas mais se devinait, nous rappelions les failles de notre vie collective, le danger, la menace, la faillite de notre sécurité.*» (p.135)*

*«*J'aurais pu comprendre, monsieur le juge, que cette enquête s'arrête d'elle-même, faute de preuves, de pistes sérieuses, à condition que vous me l'ayez expliqué de vive voix. J'aurais aimé que vous ou votre successeur me l'annonciez, que vous répondiez à quelques questions qui me taraudaient. J'aurais peut-être pris mon parti de cette absence de conclusions. C'est le silence et la froideur de l'ordonnance de non-lieu, expédiée par la poste, qui m'ont le plus choquée.*» (p. 242)*

Pire. Françoise Rudetzki demande aux individus, aux responsables, de considérer un problème de vie et de mort, individuel et collectif. d'affronter le défi de la douleur insondable, du non sens. C'est très exactement ce qui a été trop souvent radicalement extirpé de nos univers managériaux. Le combat met au centre de l'échange l'insupportable pour chacun. ses propres failles.

*«*Quelle terreur se cache en nous pour que nous ayons à ce point peur de celui qui n'est pas en tout point conforme à nous.*» (p.75)*

*«*Les survivants ont souvent l'impression de devoir déployer une énergie démesurée. Qu'ont-ils à se faire pardonner.*» (p. 191)*

*«*Le fonctionnaire — Mais ils avaient bien de papiers quand même, a-t-il fini par me dire sur un ton franchement agacé. — Vous savez, monsieur, les papiers, ils ont tous brûlé à Auschwitz. Avec les corps.*» «*Avec des personnes qui appliquent les consignes**

au lieu de réfléchir, la machine bureaucratique fonctionnerait au profit de n'importe quel pouvoir (p.164).

Qui a construit sa carrière, son image, son identité, sur son excellence en gymnastique théorique formelle au sortir de l'adolescence, ne peut supporter ne serait-ce que l'ombre d'un retour des questions vitales. Ici, les rejets se font radicaux, acharnés, démesurés, stupéfiants, indignes. C'est que la menace est considérable. Comme l'analyse bien la psychanalyste Nicole Fabre, si Descartes réagit si violemment, si viscéralement, à l'invitation de Pascal de travailler sur le problème du vide, c'est bien parce que la notion même déclenche des angoisses de mort insoutenables « La crainte de perdre la solidité d'un système qui ne tient que parce qu'il n'y demeure aucune faille ». (Nicole Fabre *L'Inconscient de Descartes*, Bayard, 2003, p. 91). Il faut mesurer la force inouïe et vitale de ces mécanismes de protection ultime pour comprendre à quel point le combat d'une victime peut faire fuir, sur-le-champ. Un champ qui ne sera pas un champ d'honneur, on en a des exemples à brassées dans le livre.

« Le journaliste se félicitait de la réouverture si rapide [du restaurant] « Plus de bruit que de mal » » (p. 63).

« Pas de vague » (p. 83).

« Il a été décidé, en conseil d'administration, qu'on ne vous répondrait pas » (p. 86)

« Un officiel s'approche enfin. — Allez-vous ordonne-t-il en criant, mais sa voix est aussitôt recouverte par le brouhaha. — Il faut vous calmer, continue-t-il... Allez-vous, sinon on va vous faire évacuer. » (p.168)

« À la Madeleine, quand les télévisions étaient là, il y avait trop de politiques et peu de places pour les personnes concernées par l'attentat. Cette fois [au Père Lachaise], il n'y avait plus personne. Pauvres victimes, utilisées quand il le faut, oubliées aussitôt après » (p.177)

Dès lors, la victime découvre que l'attentat lui-même ne sera peut-être pas pour elle la plus lourde épreuve. Le combat sera particulièrement âpre. Dire, c'est le rejet. Exiger, c'est la provocation. Poursuivre, c'est la condamnation. Car le simple fait d'exister en tant que victime est insoutenable pour la société, et elle fera payer cher cette atteinte à sa tranquillité satisfaite. Le tout éventuellement drapé de Raison d'Etat, dont la raison n'est pas toujours évidente même pour l'Etat.

« Je n'étais plus victime, je me sentais coupable » (p. 83)

« Pendant de nombreuses années, l'Etat ne serait pas aux côtés des victimes du DC-10. Pour obtenir réparation, il faudrait se battre seuls, voire contre l'Etat français » (p. 176)

Victimes et la radicalité du refus

En plus du poids de l'attentat, dans sa chair et son esprit, la victime se trouve à devoir prendre en charge l'immédiat évitement des bureaucraties et des responsables qui seraient censés lui venir en aide. Il va falloir accompagner, entourer, rassurer, cajoler, toutes ces institutions d'une si grande faiblesse au-dedans, en dépit de leurs frontons si fiers de leurs proclamations universelles. Il va falloir accompagner, entourer, rassurer, cajoler, tous ces responsables dont on se prend le plus souvent à se demander ce qu'ils ont bien pu donner comme gage pour gagner leur charge. Afin que, quelque part au moins, on puisse trouver au mieux un appui, au moins une absence d'entrave. Tel était du moins le tableau avant le travail et les acquis de S.O.S. Attentats.

«Un journaliste m'a rapporté que, dans les milieux politiques, on considérait le terrorisme comme un phénomène marginal, éphémère, qui ne méritait d'être traité qu'au cas par cas, et sûrement pas dans un cadre législatif global» (p. 97)

«Un peu plus tard, quand je commencerai à rencontrer directement des hommes politiques, certains auront le front de m'expliquer que le terrorisme était une donnée dépassée dont nous vivions les derniers développements. Quelle cécité!» (p. 97-98)

«Ces hommes arboraient la mine satisfaite de sexagénaires épaissis par une belle carrière. Ils regardaient leur passé avec admiration et complaisance, leur présent avec la satisfaction des plaisirs éprouvés. Quant à l'avenir, y songeaient-ils seulement» (p.119)

Mais comment faire advenir un peu de lucidité et de courage ? De tous côtés, c'est le mur sur lequel on risque de se briser, l'édredon qui vous étouffe, la cécité qui vous déconcerte... ?

Les intellectuels ? Ils ont déjà tellement à faire pour défendre en tout lieu qu'il n'y a jamais «rien de nouveau sous le soleil», que leur appui est bien tardif. Il ne vient que lorsque la prise en charge des évidences n'a plus rien de risqué, n'exige plus aucun saut dans l'inconnu

«Les intellectuels médiatiques n'ont commencé à s'intéresser au terrorisme qu'après le 11 Septembre. C'était un peu tard» (p. 208)

Les syndicats ? L'absence.

«Il n'y a rien eu à faire, et les syndicats n'ont pas appuyé ces demandes. C'est d'ailleurs une énigme pour moi, et un sujet de tristesse : le monde du travail se désintéresse totalement de ces affaires de terrorisme» (p. 288)

La justice ? Parfois bien des prudences... ?

«C'est la Cour de cassation, la juridiction suprême qui déciderait si la France souhaitait une forme de justice internationale ou non. La Cour de cassation, après délibération, rendit en mars 2001 un arrêt qui interdisait toute poursuite : «La coutume internationale s'oppose à ce que les chefs d'Etat en exercice puissent, en l'absence de disposition internationales contraires s'imposant aux parties concernées, faire l'objet de poursuites pénales d'un État étranger» (p. 317)

«Le désir de compréhension des victimes européennes et africaines sera peut-être un jour satisfait par la justice américaine» (p. 319)

Les médias ? Ils ont été un appui décisif, irremplaçable pour sortir les institutions de leurs tranchées. Mais ils ont aussi parfois été des facteurs aggravants dans la détresse des victimes, soudain sur-choquées en se voyant transformées en chair à canon cathodique. Nombre d'entre elles le dirent dans une étude menée à la demande de S.O.S. Attentats : se faire mitrailler et exposer fut une seconde épreuve peut-être pire que celle de la bombe, car il est impossible de s'imaginer ainsi exhibé au voyeurisme collectif – sous couvert de “droit à l'information”. Et il y eut aussi l'épreuve des fausses nouvelles, données sous l'empire du temps réel, lorsqu'il faut sortir un scoop non vérifié pour ne pas paraître en retard sur la chaîne concurrente.¹

«Deux photographies choquèrent les victimes et une partie de l'opinion publique. L'une montrait une femme à la robe bleue déchirée, les fesses en l'air. L'autre avait été

¹ S.O.S Attentats tenta, à plusieurs reprises, de proposer aux médias un débat sur ces questions, à partir de l'enquête réalisée auprès des victimes. Avec l'argument qu'il fallait ce débat et non une loi. Ce débat fut systématiquement refusé, pour les motifs les plus divers : «Comme des victimes avaient été interrogées, ce ne pouvait être objectif» ; «Il n'est pas possible de critiquer les médias» ; «On ne peut plus tout faire, c'est la fin de la démocratie».

prise à travers la vitre du poste médical avancé. On voyait une femme aux vêtements pareillement déchirés, la poitrine nue. Ces deux images, mélanges de blessures et de nudité, étaient particulièrement dégradantes.

Elle avançait, soutenue par un policier. Pour rejoindre le poste médical, il lui fallait absolument traverser ce groupe de journalistes. Les photographes la mitraillaient, cachés derrière de gros appareils. Elle était éblouie par les flashes. Elle pleurait, suppliait qu'ils arrêtent, le policier faisait de même, il n'y eut rien à faire.

Monique porta plainte contre l'hebdomadaire qui avait publié sa photo. [...] Monique n'a pas eu gain de cause. [...] Les magistrats ont privilégié la liberté de la presse au détriment du respect de la vie privée. (p. 274-275)

«Il y avait l'histoire de cette femme de commandant de bord qui entendit à la télévision que son mari avait trouvé la mort dans l'assaut par le GIGN de l'Airbus d'Air France pris en otage par les islamistes du GIA. Il y a d'autres manières d'apprendre ce genre de nouvelles, surtout qu'en l'occurrence c'était faux.» (p. 275)

Pour relever le défi, il faut des qualités surhumaines. Il y faut une résolution hors du commun. Et une hygiène mentale exceptionnelle, comme pour des sportifs de haut niveau. Ce qui, bien évidemment, n'est pas a priori la première force d'une victime dont la vie a été brisée. Il lui faudra pourtant trouver cette force, ce qui appelle précisément la force en appui d'une association «Par et pour les victimes» – dont la seule existence terrorise immédiatement bien des instances.

«J'ai compris ce jour-là que je devrais me battre» (p. 77)

«Si, malgré tous ces appuis, je n'arrivais qu'à me heurter à un mur indestructible, comment faisaient les autres?» (p. 87)

«C'est pendant ces semaines que S.O.S. Attentats est née. À cause de cette colère, de ce sentiment qu'une injustice fondamentale régissait notre société, que le bien matériel était supérieur à la vie humaine, que les victimes gênaient, qu'à la limite on les préférerait mortes que vivantes, en tout cas muettes plutôt que revendiquant la parole et la réparation» (p. 87)

«Quel acte manqué! Je rencontre les plus hautes autorités de l'Etat qui, toutes, me donnent leur accord, et au final les victimes sont renvoyées dans leur placard. À croire que leur vision, leur souvenir gênent, culpabilisent le reste de la population.» (p. 113)

«J'ai cru que nous avions fait, ce jour-là, un grand pas. Je me suis trompée. Ces assistantes sociales, nous les attendons toujours. [...] nous avons dû nous débrouiller par nous-mêmes. Comme souvent.» (p. 273)

Il y faut un renversement complet et totalement anti-naturel – considérer que, dans les situations non routinières, non seulement il faut que les choses soient prises en mains par de minuscules organisations, mais plus encore – que seules de micro-organisations sont en mesure de prendre alors en charge ce qui est pourtant capital pour la sécurité nationale et la non faillite des systèmes. Je l'ai vu récemment encore dans un tout autre contexte, sur une mission en Argentine, pays proie à la menace d'implosion.

«Comment est-il possible que les autorités sanitaires n'aient jamais songé à lancer une telle enquête? Il aura fallu qu'une petite association prenne l'initiative, finance l'opération sur ses maigres subsides pour réparer un énorme oubli.» (p. 140)

«Pendant des années, nous avons disposé d'un bureau si petit qu'il était exclu d'y travailler à plus de deux.» (p. 344)

Il faut des appuis auxquels on n'osait plus croire – des responsables hors du commun, qui ne sont pas anéantis par la perspective de devoir se monter à la hauteur de leur mission. Et qui

sont suffisamment diplomates, avertis techniquement, résolus, pour conduire les dossiers là où il faut, par des chemins inhabituels, en sachant avant tout comment faire en sorte que les bureaucraties ne soient pas paralysées et anéanties par la perspective de devoir se montrer actives sur un terrain inhabituel. Il y a tout au long du livre de ces hommes et de ces femmes relais qui deviennent des appuis sûrs et décisifs dans le combat.

«*Qui [Jacques Toubon] ne se défilait pas, et je n'avais encore rien vu.* (p.119)

«*Je fus stupéfaite du calme inflexible que Jacques Toubon opposa à tous ces sarcasmes.* (p. 121)

«*Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous aider [Bernard Kouchner] D'accord, je mets toute la logistique de Médecins du monde à votre disposition. Il faut que vous réfléchissiez au type d'aide que vous sollicitez pour ces familles.* (p.138)

«*Un soir le téléphone sonne. — C'est Robert Fabre, le médiateur. Voilà, j'ai repris toutes vos déclarations. À partir de là, j'ai préparé une proposition de loi à soumettre aux députés. Je voudrais vous rencontrer pour vous faire lire le texte.* (p. 101-102)

«*Georges Holleaux interrompit ses vacances, remonta à Paris pour me rencontrer, le 17 août après-midi.* (p. 290)

Il faut l'appui personnel de grands journalistes pour faire savoir, pour déclencher un mouvement collectif.

«*Plusieurs journalistes me téléphonèrent. Ils voulaient connaître ma réaction au double attentat des grands magasins. Le ballet commença le soir même, il ne s'interrompit pour ainsi dire pas. Dès le lundi, ces enregistrements passaient sur TF1, FR3. Jean-Pierre Elkabbach m'invitait dans son émission du soir, sur Europe 1, Découvertes. Et ainsi de suite... Après chacune de ces interventions, de nouvelles victimes m'avaient entendues, voulaient rejoindre le combat.* (p. 98)

«*Puisque les autorités ne bougeaient pas, il fallait prendre l'opinion à témoin.* (p. 99)

Mais, pour entraîner une volonté publique, la lourdeur est toujours là. Il faut attendre que tout le monde y trouve son compte que, du fait de l'activité incroyable de quelques-uns, l'inaction devienne pour un plus grand nombre infiniment plus coûteuse que l'action — et au regard des critères habituels, les seuls qui vailent.

«*Il aura suffi que le Prince parle, soumis tout de même à une forte pression. Il aura suffi qu'il considère qu'il avait un coup politique à jouer pour que tout s'enclenche. Il aura aussi fallu que le sang coule encore, qu'un attentat fasse cent soixante dix morts pour que le législateur français, le pouvoir exécutif avec lui, finissent par prendre conscience que des points d'achoppement relevés n'étaient qu'arguties face à la détresse des victimes.* (p. 147)

«*Après le 11 septembre 2001, je n'ai pas eu le cœur de rappeler à certains hommes politiques le mépris qu'ils m'opposaient à chaque fois que je leur parlais des menaces terroristes.* (p. 338)

«*Je n'aurais jamais imaginé qu'il était aussi compliqué, dans cette France découpée en grandes féodalités administratives, de faire édifier une statue, de la faire installer dans un jardin inoccupé des Invalides et de la faire inaugurer par les plus hautes autorités de l'Etat.* (p. 295)

Pour mener combat, la victime doit se montrer forte, ne rien laisser paraître, la moindre faille sera exploitée dans le sens de l'évitement peu glorieux. Le spectacle du malheur ne fera qu'aggraver la déstabilisation de ceux qui pourraient avoir commencé à vouloir prendre leurs responsabilités. En d'autres termes, la victime se doit de «*protéger* les bureaucraties, toujours en passe de connaître leur risque de stress post-traumatique que déclenche la

perspective d'avoir à sortir de leurs bunkers. Il faudrait probablement mettre sur pied, pour intervention immédiate, des équipes prêtes à venir entourer les bureaucraties trop brutalement confrontées à l'inhabituel.

«*Si ils apprenaient que j'étais immobilisée, j'étais persuadée qu'ils ne tiendraient pas leurs engagements*» (p.193)

«*Si tu pleures, personne ne pleurera avec toi. Si tu ris, tout le monde rira avec toi*» (p. 162)

Clés de vie

Tout au long du livre court une force, c'est le fil rouge du combat : la volonté positive de dire «*Non*», la détermination de sortir par le haut.

«*Surtout ne pas se laisser emporter par le désespoir*» (p. 127).

«*Le silence est le meilleur conservateur de la douleur*» (p. 152)

«*Ne nous avouant pas vaincus, nous avons porté plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg*».

«*Si j'ai appris une chose depuis la création de S.O.S. Attentats, c'est que plus le défi élevé, plus il faut imposer des rapports de force. Ce n'est pas avec des sourires et des gestes amicaux que l'on obtient des accords aussi complexes*» (p. 327).

«*Militant* signifie se battre par principe, ne rien considérer comme fatal, donner de son temps, offrir de l'enthousiasme, trouver des idées, combattre les impasses» (p. 206)

Et ce furent les combats gagnés

«*L'étude épidémiologique mit l'accent sur toutes ces blessures invisibles dont souffraient les victimes, dans l'indifférence de la plupart des médecins. C'était terrible pour ces personnes d'être accusées de jouer la comédie*» (p. 141)

«*Vous serait-il possible de revenir au plus vite* Il y a énormément de problèmes à gérer avec les victimes En raccrochant, je songeais à la difficulté que nous avons à nous faire entendre, neuf ans plus tôt. Il fallait sans cesse rappeler l'existence des victimes, alerter sur les besoins de soins, de solidarité. Cette fois, les pouvoirs publics [l'Elysée] nous appelaient à la rescousse» (p. 265)

«*Il y a trois siècles, Louis XIV élevait ce bâtiment pour accueillir les soldats blessés qu'il avait menés au combat. Aujourd'hui, celles et ceux qui tombent sous les coups du terrorisme sont les victimes d'une nouvelle forme de guerre, une guerre au visage particulièrement hideux qui se livre dans l'ensemble du monde. Soyez assurés, vous qui souffrez dans votre corps, dans votre âme, dans vos affections, familles, amis, proches, de la détermination de l'Etat et de la solidarité de la nation*» (Le président de la République, inauguration du mémorial, le 3 décembre 1998 aux Invalides). (p. 304-305)

«*L'an dernier, nous avons été reconnus par les Nations unies comme organisation non gouvernementale (ONG) dotée d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU. En apprenant la nouvelle, j'ai pensé à d'autres ONG prestigieuses, comme Médecins sans frontières ou Médecins du monde. Je suis fière que S.O.S Attentats se soit hissée à un niveau de crédibilité, de représentativité internationale qui nous ouvre les portes des organismes internationaux. Après tout, nous aurions pu n'être qu'un lobby éphémère. Avant S.O.S. Attentats, de nombreuses tentatives avaient été faites pour fédérer les victimes. Sans succès.*» (p. 340)

Ce fut le sentiment de voir une œuvre en marche

«Depuis 1986, le champ d'action et de réflexion de S.O.S. Attentats n'a cessé de s'élargir. Nous avons accompagné le règlement de plus de mille huit cents dossiers d'indemnisation, ce qui s'est souvent traduit par une prise en charge personnelle et psychologique des personnes blessées ou des proches des défunts» (p. 342)

«L'association est partie civile dans une centaine de procédures judiciaires. Cela va de la vague d'attentats de 1995 et de nombreux réseaux parisiens et lyonnais, pour lesquels nous avons dépassé dix procès, jusqu'aux attentats commis en Bretagne, donc celui contre le Mc Donald's de Quévert, le 19 août 2000, dans lequel Laurence Turbec a été tuée.» (p. 342)

«J'ai parfois l'impression que S.O.S. Attentats est un petit miracle» (p. 346)

Mais une question taraude finalement le lecteur : pourquoi ? Où sont les ressorts de ce combat, d'où vient cette force quand tout pousserait la victime, elle aussi, à abandonner et laisser aux terroristes leur victoire ? Il serait si tentant, finalement, de conclure comme tant d'autres un arrangement avec l'oubli et l'indignité ? La réponse, elle aussi, court au long de tout le combat, elle vient de loin et elle porte loin.

L'insurrection vitale

«Finalement, je n'ai fait que cela toute ma vie, m'insurger contre l'autorité de ma mère, celle des chirurgiens qui voulaient couper ma jambe, celle des autorités qui méprisaient les victimes du terrorisme.» (p. 246)

L'affirmation irrévocable du triomphe de la vie sur les forces de morts

«En voulant s'emparer de la parole par la terreur, ces gens ne s'aperçoivent pas ils se sont fourvoyés. Ils ont voulu imposer un silence de mort. Et, il est vrai que seul le silence est la vraie mort. La vérité est qu'ils ont fait tout le contraire en libérant la parole des innocents. Ils l'ont rendue encore plus intelligible, plus puissante, plus véhémente, plus persuasive. Cette parole-là, qui fait taire les bourreaux en proclamant la victoire du sens contre la force, est bien plus subversive que la leur» (Jean-Paul Kaufmann, p. 305).

Le pacte avec soi-même et avec les siens

«Il se penche vers moi, il me regarde et je perçois son angoisse malgré le vertige qui brouille ma vue. Il me demande : «Est-ce que ça va aller ? Depuis, j'ai souvent pensé à cette phrase. Je ne sais si c'était une question, un encouragement ou une supplique. Tout à la fois, sans doute. Il veut me rassurer, il veut que je le rassure. Il ne veut pas que je le laisse. Je sens pourtant que je suis en train de partir. Avec le peu de forces qui me reste, je parviens à lui répondre : «Oui. Oui, ça va aller. Oui, je vais lutter, autant que je peux. Oui, je ne vais pas vous abandonner. Il me répète : «Ça va aller ? Tu vas tenir le coup ? Je réussis à murmurer : «Je te le promets.» (p. 22-23)